

Passerelles Synthèse

Bimensuelle africain pour une nouvelle perspective du développement durable

Volume 12· Numéro 14, 20 septembre 2011

LIGNE DE FOND.....	1
Rapport de la CNUCED : Des mesures ambitieuses et novatrices pour relancer la croissance globale. 1	
Des fuites sur des textes de l'UE révèlent une politique agricole plus verte et des plans de 'recoupage'.....	3
NOUVELLES DE L'OMC.....	6
La Chine fait appel de la décision de l'OMC	6
SUR LE FIL.....	7
L'Afrique du Sud en tête du commerce de biens entre l'UE27 et les ACP	7
NOUVELLES REGIONALES	7
APE : L'UE continue de mettre la pression sur les pays CDAA pour obtenir des APE.....	7
Partenariat sino-africain : la société civile entre en lice	8
EVÉNEMENTS.....	9
PUBLICATIONS	9

PASSERELLES, SYNTHÈSE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde.

Equipe de rédaction d'Enda : Cheikh Tidiane DIEYE, Bathie CISS, Aissatou DIALLO, Marion Gelliner (stagiaire)

Equipe éditoriale d'ICTSD : K. Guddoy, Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos réseaux.

Les opinions exprimées dans les articles signés sont celles des auteurs et ne reflètent pas celles d'ICTSD ou d'ENDA.

Cette publication est rendue possible grâce au soutien financier des principaux donateurs d'ICTSD.

LIGNE DE FOND

Rapport de la CNUCED : Des mesures ambitieuses et novatrices pour relancer la croissance globale

Les mesures d'austérité mises en œuvre dans la plupart des pays développés pour juguler les effets de la crise pourraient hypothéquer la relance de l'économie mondiale, averti la Conférence des Nations-Unies pour le Commerce et le Développement (CNUCED) dans son rapport 2011 publié le 06 septembre dernier. Dans cette édition 2011 du Rapport sur le commerce et le développement, intitulé « L'économie mondiale et les défis d'après crise », la CNUCED informe que la légère embellie constatée en 2010, qui s'est manifestée par un taux de croissance de l'économie mondiale de l'ordre de 4% pourrait s'essouffler et retomber à 3.1% si des mesures novatrices, ambitieuses et vigoureuses ne sont pas prises. Le rapport présente, entre autres, des propositions pour freiner une spéculation financière préjudiciable à l'économie réelle. Il propose également des mesures devant favoriser un environnement macroéconomique plus stable et l'investissement dans les capacités productives réelles.

Le rapport fait état de taux de croissance très disparates entre les pays en voie de développement (d'une moyenne de 6% cette année) et les pays développés (1,5 à 2%), qui serait essentiellement dû aux différences en matière de demande intérieure, bien plus forte dans les pays en développement. La forte croissance des salaires y a prolongé la reprise de l'investissement et de la demande, tandis que dans les pays développés,

c'est le scénario inverse qui se produit. A cause de la stagnation des salaires et de la faible augmentation de l'emploi, la demande reste figée. Une nouvelle récession dans les pays développés aurait des répercussions sur les pays en développement. Ces derniers doivent donc prendre garde à l'instabilité financière et aux flux de capitaux spéculatifs qui pourraient provenir des premiers.

La déréglementation comme principal facteur de la crise financière mondiale

Le rapport avance que la déréglementation financière a favorisé l'émergence d'un « système bancaire fantôme » non réglementé et sous-capitalisé. Le système bancaire traditionnel a, quant à lui, changé de mode de financement, recourant davantage aux marchés financiers qu'aux dépôts et à privilégié les procédés d'intermédiation financière plutôt qu'aux prêts. Les auteurs du Rapport indiquent en outre que la perte de diversité du système financier et le comportement uniforme des agents ont alimenté une spéculation déstabilisatrice, accentué les tendances procycliques et ont fini par conduire à des crises systémiques.

Pour prévenir de nouvelles crises, la CNUCED recommande une « réréglementation » du système financier. Cette régulation nouvelle doit cependant aller au-delà des mesures prises à ce jour qui ont été à la fois lentes et insuffisantes, sans effets sur le système bancaire fantôme et sur un secteur financier extrêmement concentré, dominé par un petit nombre d'institutions géantes.

Selon la CNUCED, la réglementation doit être plus stricte concernant les institutions "trop grandes pour faire faillite" et revêtir une dimension macro prudentielle, y compris le recours à des mesures de contrôle des mouvements de capitaux pour remédier à l'instabilité des flux financiers. Toutefois, le Rapport indique qu'une « réréglementation » du

système, même nécessaire, n'alimenterait pas automatiquement la croissance et l'emploi ni ne rendrait le crédit plus accessible aux petites et moyennes entreprises ou aux individus en général. Pour cette raison, la CNUCED préconise que la restructuration financière vise une plus grande diversité des systèmes financiers nationaux, en prévoyant un rôle plus important pour les institutions publiques et les institutions coopératives, une réduction de la taille des institutions géantes et une séparation nette entre activités d'investissement et activités de banque commerciale.

Deux approches pour réformer le système monétaire international

Le Rapport aborde en outre le problème posé par un système monétaire international dans lequel les taux de change sont devenus excessivement instables et perturbent de fait le fonctionnement de l'économie réelle. Tenant compte des effets négatifs que des chocs monétaires auraient sur l'économie mondiale, la CNUCED propose, pour éviter de tels chocs, que deux approches soient examinées. La première approche s'attacherait directement à éviter des déséquilibres des flux commerciaux, tandis que la seconde chercherait à limiter la spéculation financière de type "carry Trade", qui entraîne généralement des désalignements des monnaies. Un tel système permettrait d'obtenir une stabilité suffisante des taux de change réels pour renforcer le commerce international et faciliter les décisions en matière d'investissements fixes dans le secteur marchand et il serait suffisamment flexible pour s'accommoder des différences d'évolution des taux d'intérêt selon les pays.

L'impact de la financiarisation des marchés de produits de base sur les prix des denrées alimentaires

Se référant à une étude de la CNUCED publiée en juin 2011 et intitulée "Price Formation in Financial

zed Commodity Markers: The Role of Information", le Rapport 2011 montre que la financiarisation des marchés de produits de base a encouragé des comportements grégaires et qu'elle influe sensiblement sur les prix de denrées telles que les produits alimentaires de base et les produits énergétiques, dans la mesure où les acteurs des marchés de produits de base ont de plus en plus tendance à s'aligner sur les décisions commerciales d'autres marchés financiers. Les incertitudes tenant à une information et à une transparence insuffisantes, combinées aux effets sur les prix des produits de base de l'évolution des marchés d'actions, jouent un rôle fondamental dans ce "comportement grégaire intentionnel".

La CNUCED propose un certain nombre de mesures pour améliorer le fonctionnement des marchés de produits de base, accroître la transparence sur les marchés physiques et les marchés d'instruments dérivés, et imposer aux investisseurs financiers une réglementation plus stricte, coordonnée au niveau international. Par exemple, en fixant des limites de position ou en prélevant une taxe sur les transactions financières. Les auteurs du Rapport indiquent également que les autorités de surveillance des marchés pourraient avoir pour instruction d'intervenir directement sur les marchés à titre occasionnel pour acheter ou vendre des contrats sur les produits dérivés afin d'empêcher un effondrement des prix ou de dégonfler des bulles de prix. De telles interventions pourraient être considérées comme une mesure de dernier recours face à des bulles spéculatives si les réformes visant à une plus grande transparence ou à une réglementation plus stricte des marchés n'ont pas encore été faites ou se sont avérées inefficaces.

Sources : CNUCED, « Une réforme financière globale est plus nécessaire que jamais ? Trop modestes, les efforts engagés après la crise ont échoué ».

Africatime : « Reprise économique : les pays développés à la traîne ».

Le document « Price Formation in Financial zed Commodity Markers: The Role of Information » peut-être télécharger sous : http://www.unctad.org/en/docs/gds2011_en.pdf

Des fuites sur des textes de l'UE révèlent une politique agricole plus verte et des plans de 'recoupage'

Une fuite sur des projets de textes de l'UE révèle que les agriculteurs européens (les 27 membres de l'Union) pourraient bénéficier de subventions agricoles 'vertes', après 2013. Des textes, qui devraient être communiqués aux États membres de l'UE le 12 octobre, proposent le maintien des deux 'piliers' qui structurent actuellement le soutien agricole européen. Les « mesures obligatoires annuelles d'application générale » seraient couvertes par le pilier un et les « mesures volontaires mieux adaptées aux spécificités nationales et régionales » par le pilier deux, indiquent les projets de textes. Ces mêmes textes introduisent de nouvelles règles sur la protection de l'environnement. Toutefois, de manière contradictoire, les projets de textes envisage également de nouveaux plans qui permettraient à certains pays de réaffecter davantage de paiements directs à la production de cultures particulières – inversant ainsi les tentatives antérieures visant à 'découpler' le soutien agricole de la production et donc à réduire les effets de distorsion des échanges pouvant être entraînés par ce soutien.

Un nouveau régime de paiements de base

Les textes énoncent des plans qui visent à remplacer les paiements directs existants aux agriculteurs par un nouveau régime de paiements de base, ainsi qu'un paiement 'vert' qui serait subordonné au respect des trois critères suivants

par les agriculteurs : **diversification des récoltes, maintien de prairies permanentes et préservation de sept pour cent des terres arables sous forme de ‘zones écologiques’.**

Les agriculteurs biologiques pourraient automatiquement prétendre aux ‘paiements verts’ car ils représentent 30% des ‘plafonds nationaux’ annuels des États membres. Les terres agricoles couvertes par le programme écologique ‘Natural 2000’ auraient également à se conformer aux prescriptions spéciales énoncées par ce programme.

Des paiements supplémentaires volontaires, représentant 5% des plafonds nationaux des pays, seraient disponibles pour les agriculteurs des zones « confrontées à des contraintes naturelles spécifiques », selon les projets de textes. Des paiements additionnels seraient également mis à disposition pour aider les jeunes agriculteurs qui se lancent dans ce secteur, et un paiement forfaitaire simplifié serait versé aux petits agriculteurs afin de réduire les coûts et les formalités bureaucratiques.

‘L’élargissement du soutien à la production: une proposition qui risque d’être controversée

Selon les fuites, un soutien couplé serait accordé à n’importe lequel des secteurs ou produits suivants : cultures arables, bœuf et veau, fourrages séchés, blé dur, cultures énergétiques, lin et chanvre, fruits et légumes, légumineuses, houblon, lait et produits laitiers, noix, huile d’olive, cultures protéagineuses, riz, semences, viande ovine et viande caprine, pomme de terre féculière, vers à soie, betterave sucrière, canne à sucre et chicorée. La liste élargit de manière spectaculaire la gamme de produits qui pourraient bénéficier d’incitations à la production. Elle comprend également une mention explicite aux ‘cultures énergétiques’ – qui incluraient des produits tels que l’huile végétale utilisée dans la production de biodiesel. Les subventions aux cultures énergétiques ont suscité des controverses tant chez les partenaires

commerciaux de l’UE que chez les groupes environnementaux qui posent la question de savoir si ces produits génèrent effectivement des réductions des émissions de gaz à effet de serre.

Bien que le projet de textes spécifie que le soutien couplé ne devrait pas normalement excéder 5% de ‘l’enveloppe nationale’ d’un membre de l’UE, une clause additionnelle permet à certains pays de rehausser cette limite à 10% - ou même d’aller au-delà, pour des raisons spécifiées, si la Commission donne son accord. Aucune limite supérieure n’est spécifiée, dans ce cas, dans le projet de texte.

La proposition est une inversion apparente de la politique existante, qui exige des États membres de l’UE le transfert d’une partie de leur soutien des fonds du ‘pilier un’ existant à ceux des objectifs de développement rural du pilier deux. En autorisant les pays à faire le contraire, l’on est susceptible de rehausser les effets production des subventions fournies.

Les propositions ayant fait l’objet de fuites préservent également les arrangements actuels en matière de soutien au coton, y compris le paiement par culture couplé, et détaillent des accords de subventions spécifiques pour la Bulgarie, la Grèce, le Portugal et l’Espagne.

Les propositions sont susceptibles de susciter des critiques de la part des partenaires commerciaux de l’UE, qui, au cours des dernières années, ont salué, dans la réforme du soutien agricole accordé par l’Union, l’abandon à long terme des paiements ayant des effets de distorsion des échanges liés à la production, au profit d’un soutien plus ‘découplé’, généralement perçu comme moins préjudiciable pour les producteurs d’autres parties du monde.

Nouvelles conditions environnementales : diversification des cultures, pâturages, terres réservées – set-abside

Le texte semble exiger des agriculteurs la production de trois cultures différentes sur leurs terres, aux fins des nouvelles règles de diversification des cultures, pour bénéficier du paiement 'vert'. Aucune de ces cultures ne serait autorisée sur moins de 5% ou plus de 70% des terres agricoles arables.

Les agriculteurs seraient également tenus de déclarer ou de préserver des zones de prairies permanentes, qu'il ne serait normalement pas possible de réduire de plus de 5%. En cas de dépassement de ce seuil, la Commission européenne serait en mesure d'exiger la reconversion des terres en prairies.

Ils seraient également tenus de réserver 7% des hectares éligibles à l'aménagement de 'zones écologiques' pour y inclure les terres laissées en jachère, les terrasses, les éléments de paysages, les zones tampon et les zones de reboisement. »

Des propositions jugées « décevantes »

En dépit des efforts déployés par la Commission pour prendre en compte les préoccupations d'associations d'agriculteurs et d'organisations écologiques, les documents qui ont fait l'objet de fuites ont été critiqués par les deux camps.

Les plans ont été dénoncés dans un communiqué publié par une coalition d'associations écologiques, comprenant Birdie International, Européen Environnemental Bureau, International Fédération of Organic Agriculture Mouvements (IFOAM) et le WWF. Les associations environnementales dénoncent l'absence de soutien supplémentaire aux agriculteurs qui préservent les habitats naturels protégés au sein du réseau Natural 2000, ou qui gèrent de vastes prairies qu'ils estiment importantes pour la biodiversité et le climat.

Les signataires font valoir que tous les agriculteurs continueront de bénéficier de subventions « même ceux qui pratiquent des méthodes agricoles très

peu durables, provoquent l'érosion de sols ou polluent ou surexploitent les ressources halieutiques. »

Ariel Brunner, chargée de la politique européenne à Birdie Europe, a averti que « le mouvement écologique appuie une affectation budgétaire significative à une PAC réformée, mais ne cautionnera pas des mesures cosmétiques qui continuent de déverser des fonds dans des exploitations agricoles écologiquement nuisibles de l'Europe. »

Dans cette même lancée, les agriculteurs dénoncent 'l'écologisation' des subventions qui pourrait saper la compétitivité.

« Nous sommes inquiets de la menace à la compétitivité et la viabilité économique des agriculteurs, » a déclaré à Bridges Amanda Chesne, Attaché de presse du principal groupe d'agriculteurs de l'UE, COPA-COGECA. Elle a relevé les deux principales préoccupations du groupe qui sont : la proposition de plafonnement des paiements de fortes subventions et 'l'écologisation' ; celle-ci avertit – elle « rehausseront les coûts pour les agriculteurs, ».

Elle a également fait savoir que les propositions de la Commission ayant trait au soutien couplé seraient peu susceptibles de mener à une hausse significative des ces paiements. « Cela ne changerait réellement pas grand-chose par rapport à la situation actuelle, » a – t – elle déclaré.

Pour le NFU, ces propositions constituent un énorme recul. Cette organisation est très préoccupée par le transfert de fond du pilier un au pilier deux, à en croire son porte parole William Surmena,

Toutes ces propositions devraient faire l'objet d'échanges, le 12 octobre, avec les autres membres de l'UE.

Source: Extrait de l'article « Leaked EU Texts Reveal Greener Farm Policy, 'Recoupling' Plans » de Bridges Weekly Trade News Digest • Volume 15 • Number 30 • 14th September 2011 <http://ictsd.org/i/news/bridgesweekly/113908/>

NOUVELLES DE L'OMC

La Chine fait appel de la décision de l'OMC

C'est en Juin 2009 que les Etats-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec la Chine à propos de certaines restrictions que cette dernière applique à l'exportation de certains produits. En plus de violer les articles VIII, X et XI du GATT de 1994; et certaines parties du « Protocole d'accession de la République populaire de Chine », ces mesures, « annulent ou compromettent », selon les plaignants, les avantages découlant directement ou indirectement pour eux des accords cités. Ces produits qui sont visés par les plaignants sont entre autres diverses formes de bauxite, de coke, de spath fluor, de magnésium, de manganèse, de carbure de silicium, de silicium métal, de phosphore jaune et de zinc. Les mesures de protections prises par la Chine provoquaient la pénurie et le renchérissement des matières premières sur les marchés mondiaux.

Au début du mois de Juillet 2011, le panel établi pour connaître de la plainte a rendu une décision disposant d'une part que les taxes à l'exportation de la Chine étaient incompatibles avec les engagements pris par elle dans son protocole d'adhésion et d'autre part, les quotas à l'exportation (imposés par la Chine) sur certaines matières premières étaient incompatibles avec les règles de l'OMC".

Cette décision de l'ORD a été fortement saluée par les plaignants. Le représentant au commerce extérieur américain [Ron Kirk](#) déclarait à la tombée de la sentence que : « la décision de l'organe de

règlement des différends d'aujourd'hui représente une victoire considérable pour les industriels et les travailleurs des Etats-Unis et du reste du monde ». Il a soutenu dans le même temps que « les conclusions de l'organe sont également une confirmation importante des principes fondamentaux qui soutiennent le système du commerce mondial ».

Le Commissaire au commerce européen, Karel De Gucht, lui a emboité le pas en estimant que cette décision constitue « un signal fort pour dire qu'il faut éviter d'imposer des restrictions injustes au commerce ». Il a même introduit la notion d'équité dans le secteur des matières premières. Ainsi donc, considère-t-il que « tous les membres de l'OMC, qu'ils soient développés ou en développement, doivent avoir un égal accès aux sources de matières premières pour croître et prospérer ».

Cette décision considérée comme une grande victoire pour les Etats-Unis ne satisfait pas évidemment le gouvernement chinois qui a décidé d'introduire un appel auprès de l'organe d'appel de l'ORD. Au début du mois d'Aout, il a été notifié à l'OMC un appel présenté par la Chine au titre de l'article 16:4 et de l'article 17 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (Mémoire d'accord). La Chine soutient toujours que les pratiques et les politiques qu'elle met en œuvre n'enfreignent pas les règles de l'OMC. Cette affirmation a été faite par Sheng Danyang, porte-parole du ministère du commerce de la Chine. Le pays compte s'appuyer sur l'article 20 de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce qui autorise un pays peut limiter ses exportations pour des raisons spéciales telles que la préservation de l'environnement.

Cet appel introduit pourrait ne pas donner les attentes escomptées selon Mr Wang Jiangyu, professeur de droit et expert de l'OMC à l'université nationale de Singapour. Il a, en effet,

affirmé que la Chine perdrait sans doute l'appel, et malgré un réel besoin de protéger l'environnement, elle perdrait sans doute toute affaire concernant les métaux précieux en raison de ses mesures d'exportation discriminatoires.

Sources : [Appel de la Chine à propos des matières premières.](#)

SUR LE FIL

L'Afrique du Sud en tête du commerce de biens entre l'UE27 et les ACP

Les estimations récentes du commerce extérieur de la zone euro renseignent un excédent du commerce extérieur qui s'élève à 0,9 milliards d'euros ce qui constitue une augmentation par rapport à 2010. Les pays ACP qui font partie des principaux partenaires commerciaux de l'UE ont participé à cet excédent pour une part non négligeable parce que le commerce de biens entre ces deux parties est aujourd'hui sur une pente ascendante.

Malgré la crise, les blocages notés aussi bien dans les négociations que la mise en œuvre des Accords de partenariat économique déjà signés, le commerce de bien (import exports) entre l'UE et ses partenaires des pays ACP (Afrique Caraïbes Pacifiques), connaît une hausse importante. En effet, les statistiques de 2010 enseignent une hausse de 20 % par rapport à 2009. Le volume du commerce de biens s'élevait en 2010 à 133 milliards d'euros. Cette évolution positive du commerce de biens entre les deux partenaires a commencé depuis quelques années. Cependant, tous les pays des ACP n'ont pas senti cette hausse. Certains grands pays participent pour la plus grande partie à cette hausse des échanges. En Afrique les deux géants que sont l'Afrique du Sud

et le Nigéria suivis l'Angola sont à la tête des pays qui échangent le plus avec l'UE. De la même manière, seuls quelques produits font concernés par cette hausse. Ainsi, si l'on constate que le Nigéria et l'Angola font parti du peloton de tête c'est par ce que ces pays échangent des produits pétroliers. Mais le cumul des volumes du commerce de ces deux derniers pays avec l'Europe est encore en deçà du volume des échanges entre l'Afrique du Sud et l'Europe. En effet, selon un communiqué de Eurostat du 13 septembre 2011, « la valeur des exportations de l'UE27 vers l'Afrique du Sud a augmenté d'un tiers pour atteindre un pic de 21,4 milliards d'euros en 2010, tandis que les importations ont augmenté de 20%, atteignant 17,9 mrd, soit un niveau encore inférieur à celui des importations enregistré en 2006 ».

Source : [Commission européenne](#) ; Bruxelles CTA, [Commerce de l'UE-27 avec les pays ACP](#) ; Synthèse ENDA.

NOUVELLES REGIONALES

APE : L'UE continue de mettre la pression sur les pays CDAA pour obtenir des APE

L'UE européenne continue de mettre la pression sur certains Etats ACP (Afrique Caraïbes Pacifique) qui refusent toujours de signer les APE (Accords de Partenariat Economique) qu'elle a proposé. Beaucoup de région ACP n'ont pas signé un accord régional et global. Pour contourner les résistances au sein des blocs régionaux, l'UE avait choisi de négocier et faire signer des accords aux pays ACP. En Afrique Australe certains pays refusent toujours de signer tel que le Malawi. Le Malawi négocie un APE dans le cadre du groupe de l'Afrique orientale et australe (ESA). Il refuse de signer ou de parapher un accord intérimaire.

En effet, le gouvernement malawite à travers le secrétaire principal du ministère de l'industrie et du commerce, Newby Kumwembe, a annoncé en début septembre qu'il restait des questions litigieuses à résoudre avant de sceller l'accord. Mais l'UE a menacé cependant de suspendre l'accès au marché libre de droits et de quotas de la CDAA (communauté des Etats de l'Afrique Australe)¹ au marché de l'UE. Elle a notamment informé que le règlement européen sur l'accès au marché devrait prendre fin prochainement.

L'UE avait mis en place en Janvier 2008 un dispositif accordant à certains pays africains un accès libre à son marché. Ce dispositif va bientôt s'expirer à cause des retards jugés « excessifs » dans la finalisation d'un APE général entre l'UE et les États de la CDAA. Lena Sund, fonctionnaire de la Commission de l'UE en poste au Botswana déclarait à cet effet « le règlement est un dispositif transitoire mis en place entre l'accord de Cotonou et l'APEI ». C'est ce permettait aux pays bénéficiaires un accès libre de droits et de quotas à l'UE. Si le règlement venait à expirer, certains pays n'ayant pas signé d'accord intérimaires seront « laisser à eux même » et devront être sous le régime des SGP (système généralisé de préférences) et ou des TSA. C'est le cas du Malawi et du Lesotho.

Pendant ce temps d'autres régions continuent à pousser l'UE à faire des concessions sur le taux d'ouverture et des efforts sur le volet coopération. La région Afrique de l'Ouest qui envisage d'organiser un CMS (comité ministériel de suivi des APE) bientôt s'est inscrite dans cette logique. Ainsi, elle souhaite que l'UE accède l'offre d'accès au marché qu'elle a proposé et qui est de 70 %. Que l'UE prenne aussi des engagements quant au financement du PAPED.

Source : Synthèse ENDA

¹ Communauté des Etats de l'Afrique Australe

Partenariat sino-africain : la société civile entre en lice

L'offensive chinoise sur le continent africain continue et prend une nouvelle allure avec le forum du peuple Chine-Afrique, qui s'est tenu à Nairobi à la fin du mois d'Août 2011. Ce forum co-organisé par le réseau des ONG pour les échanges internationaux de Chine (CNIE) et le Conseil de coordination des ONG du Kenya, a enregistré la participation de plus de 200 représentants de 20 ONG chinoises et de quelque 100 ONG de 18 pays africains. L'objectif de cette rencontre était de voir comment "renforcer le partenariat et promouvoir les relations amicales entre la Chine et l'Afrique".

Cette rencontre, comme l'ont laissé entendre ses organisateurs vise à accompagner le développement des échanges et à soutenir une coopération « gagnant gagnant ».

Le vice-président du Kenya, Kalonzo Musyoka, voit dans cette nouvelle initiative une volonté de la Chine d'investir d'autres domaines en dehors du commerce.

Ce même optimisme anime le secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-Moon qui a exprimé son espoir pour que le forum puisse susciter l'engagement civil dans le développement social durable.

Des questions, telles que le changement climatique, la sécurité alimentaire, la crédibilité et la transparence des ONG, ainsi que les relations entre les gouvernements, les ONG, ont été abordées au cours de ce forum.

Depuis le retour de la Chine sur le continent africain autour de l'an 2000, elle tente de mettre en place un partenariat gagnant gagnant dans plusieurs domaines. Même si l'accent était plutôt mis sur le commerce et l'exploitation des ressources naturelles Ce premier Forum des ONG sino-africaines constitue une innovation et, par

conséquent, suscite un certain questionnement eu égard aux enjeux que pourraient engendrer une nouvelle forme de coopération entre les ONG Chinoises et Africaines.

Cependant, cette nouvelle démarche soulève des interrogations.

Est-ce que les deux parties ont le même entendement quant à la notion d'ONG ? Est-ce que les ONG Chinoises bénéficient d'une liberté d'action compte tenu de la mainmise du pouvoir central ? Dans le cas où les ONG Chinoises deviendraient des bailleurs pour les ONG Africaines, ces dernières pourront-elles garder l'objectivité qui leur est due dans l'étude des relations sino-africaines ? Qui plus est, est-ce que les formes de coopération seront similaires à celles établies entre les ONG Africaines et Occidentales ?

En tout état de cause, le partenariat sino-africain est devenu une réalité incontournable. Est-ce que les espoirs qui y sont placés seront réalisés ?

Commentaire : Enda

Source : [Chine-informations.com](http://chine-informations.com)

EVÉNEMENTS

OMC

19 - 21 septembre 2011, **Forum public de l'OMC**

22 - 23 septembre 2011, **Comité des accords commerciaux régionaux**

26 septembre, **Comité du commerce des services financiers**

27 septembre, **Organe de règlement des différends**

28 au 30 septembre, **Organe d'examen des politiques commerciales - Mauritanie, Guinée Conakry**

29 septembre, **Comité de l'agriculture**

30 septembre, **Conseil du commerce des services**

Hors OMC

21-23 septembre, Nairobi, Kenya, **"Dialogue africain sur le financement du changement climatique et l'efficacité du développement"** organisé par la Banque africaine de développement et l'OCDE/Comité d'Aide au Développement en partenariat avec le PNUD - UNEP

http://www.oecd.org/document/34/0,3746,en_2649_34421_48456610_1_1_1_1,00.html

12 - 23 septembre, Genève, Suisse, Conseil du commerce et du développement, cinquante-huitième session, contact : secrétariat de la CNUCED, Service d'appui intergouvernemental, Palais des Nations, CH 1211 Genève 10 (télécopieur : + 41 (0)22 917 0214; courrier électronique: meetings@unctad.org).

PUBLICATIONS

CNUCED, **Rapport sur le commerce et le développement**, 2011,

http://www.unctad.org/fr/docs/tdr2011overiew_fr.pdf

CNUCED, **Progrès accomplis dans la mise en œuvre des textes issus des grandes conférences et réunions au sommet des Nations Unies, et contributions de la CNUCED**,

http://www.unctad.org/fr/docs/tdb58d5_fr.pdf

David Blandford, Tim Josling, et Jean-Christophe Bureau de l'International Food & Agricultural Trade Policy Council « **Politiques agricoles des Etats Unis et de l'UE : le statut de la réforme et le choix de l'avenir** ». (Septembre 2011). <http://ictsd.org/i/news/bridgesweekly/113889/>

OTT: **Mondialisation et marchés du travail**. Juin 2011). http://www.ilo.org/employment/Whatwedo/Eventsandmeetings/WCMS_156332/lang-en/index.htm

OMC: document de travail: **“Evolution of Asia's outward-looking economic policies: Some lessons from trade policy reviews”**, http://www.wto.org/french/res_f/reser_f/ersd201112_f.htm